



COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RENFORCEMENT DE LA REGULATION

12 février 2026, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTRR/05/2026 – Doc N°4 et Annexe

Original : français

QUESTIONS STRATEGIQUES RELATIVES A LA REGULATION POSTALE POUR LE CYCLE QUADRIENNAL 2026/2027-2029/2030

Point N°6 de l'ordre du jour

1. Objet Avant-projet de programme d'activités de la Régulation postale pour le cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Résolution n°03/UPAP/CA/XLIII/2025 relative aux résultats de l'analyse des réponses au questionnaire sur la Régulation postale en Afrique ;• Résultats de l'analyse des réponses au questionnaire sur la Régulation postale en Afrique ;• Livre blanc pour le financement du secteur postal en Afrique ;• Cadre Règlementaire du secteur postal en Afrique.
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Examiner le document et apporter tout (e) commentaire/observation pertinent (e) ;• Apporter toute contribution à l'avant-projet de programme d'activités de la Régulation postale pour le cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030	

I. INTRODUCTION

Le Conseil d'administration, réuni en sa 43^{ème} session ordinaire tenue du 24 au 25 juin 2025, a adopté la résolution n°03/UPAP/CA/XLIII/2025 relative aux résultats de l'analyse des réponses au questionnaire sur la Régulation postale en Afrique. Cette résolution a, outre l'adoption des résultats de l'analyse des réponses au questionnaire, instruit le Secrétariat général de définir en collaboration avec les équipes thématiques, au cours de l'exercice financier 2025/2026, un plan d'actions à intégrer dans le plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030 de l'UPAP.

Ainsi, en vue de mettre en œuvre ladite résolution et sur la base des défis et recommandations issus des résultats de l'analyse des réponses audit questionnaire, du livre blanc pour le financement du secteur postal ainsi que du cadre réglementaire du secteur postal, des objectifs opérationnels ont été identifiés et des activités proposées, à intégrer dans le programme d'activités quadriennal pour le cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030.

II. RAPPEL DES DÉFIS MAJEURS IDENTIFIES

Les défis majeurs identifiés sont les suivants :

- i) Réguler pour assurer une concurrence saine et loyale ;
- ii) L'absence d'une compensation à juste prix le coût net du service postal universel ;
- iii) Réformer et harmoniser le cadre juridique de la régulation postale en Afrique pour prendre en compte les services postaux innovants ;
- iv) Réguler pour renforcer la satisfaction et la protection des consommateurs de services postaux ;
- v) Renforcer les capacités des régulateurs notamment dans les nouveaux métiers induits par l'émergence des nouvelles technologies ;
- vi) Mettre en place un cadre institutionnel harmonisé de régulation postale en Afrique ;
- vii) Renforcer la collaboration inter-régulateurs, intra-sectorielle et inter-sectorielle ;
- viii) Renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur postal aux niveaux national et international ;
- ix) Promouvoir des investissements dans le secteur postal en identifiant de modèles de réforme sectorielle adaptés ;
- x) mener le plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte des priorités de la poste dans les politiques gouvernementales, notamment le rôle et la place du secteur postal dans le développement socio-économique des Etats membres de l'UPAP ;
- xi) Assurer une régulation effective du commerce électronique et des services financiers digitaux ;
- xii) Réduire l'empreinte écologique négative des activités postales.

III. PRINCIPAUX OBJECTIFS OPERATIONNELS IDENTIFIES

Dans le but de relever les défis identifiés du secteur postal au cours du cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030, le Secrétariat général de l'UPAP propose les objectifs opérationnels suivants :

- i) Renforcer l'effectivité de la fourniture du Service postal Universel par son financement régulier et juste ;

- ii) Promouvoir la satisfaction et la protection des droits des consommateurs de services postaux
- iii) Harmoniser les cadres institutionnels et juridiques de régulation postale ;
- iv) Renforcer les capacités des régulateurs postaux africains ;
- v) Renforcer la collaboration postale internationale ;
- vi) Prendre en compte le secteur postal parmi les priorités gouvernementales.

IV. CONCLUSION

Les Etats membres sont invités à :

- Examiner le document
- Apporter toutes contributions à l'avant-projet de programme d'activités de la Régulation postale pour le cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030.

ACTIVITES DE REGULATION POSTALE

N°	OBJECTIF GENERAL (OG)	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIVITES
1.	OG n°1 : Renforcer l'effectivité de la fourniture du Service postal Universel par son financement regulier et juste	i) Définir les lignes directrices pour la mise en place de la comptabilité analytique	i) Doter tous les Etats membres de lignes directrices pour la mise en place de la comptabilité analytique
		ii) Actualiser les obligations et le contenu du service postal universel	i) Redéfinir les obligations et le contenu du service postal universel
		iii) Les Etats membres devront définir des modalités de financement du service postal universel	i) Prévoir des nouvelles sources de financement du service postal universel. ii) Sensibiliser les gouvernements sur les sources de financement disponibles, notamment la diversification desdites sources
		iv) Encourager les gouvernements et les opérateurs désignés à conclure des accords sur l'obligation de service universel	i) Concevoir un contrat-type qui définit les obligations de service postal universel et les mécanismes de financement

2.	OG n°2 : Promouvoir la satisfaction et la protection des droits des consommateurs de services postaux	i) Elaborer une feuille de route de lutte contre la concurrence déloyale	i) Promouvoir la lutte contre la concurrence déloyale des opérateurs clandestins
		ii) Développer des outils et procédures d'évaluation de la qualité de service, de traitement et de suivi des réclamations et de la conformité aux obligations	i) Mettre à la disposition de tous les États membres des outils et des techniques permettant d'évaluer la qualité du service, d'enregistrer et de suivre les réclamations, et de contrôler le respect des obligations des opérateurs postaux.
3.	OG n°3 : Harmoniser les cadres institutionnels et juridiques de régulation postale	i) Mettre en œuvre la Directive postale africaine	i) Redéfinir le service postal ; distinguer entre service postal, service de livraison et service logistique ; ii) Harmoniser les normes de qualité du service ; i) Harmoniser les politiques institutionnelles et réglementaires en matière de réglementation postale. ii) Explorer la possibilité d'une corégulation entre les régulateurs postaux et les autres parties prenantes concernées.

4.	OG n°4 : Renforcer les capacités des régulateurs postaux africains	<p>i) Organiser le renforcement des capacités en mettant l'accent sur les opérateurs postaux et les régulateurs de l'écosystème postal.</p>	<p>ii) Organiser un (01) atelier de formation par an pour les opérateurs postaux et les régulateurs</p> <p>iii) Organiser chaque année le Forum des régulateurs postaux</p> <p>iv) Organiser chaque année le Forum des PDG des opérateurs postaux africains.</p>
5.	OG n°5 : Renforcer la collaboration au sein du secteur postal africain et avec les acteurs du secteur postal élargi	<p>i) Plaider en faveur de la priorité accordée au secteur postal dans les priorités gouvernementales et les plans nationaux de développement (PND)</p>	<p>i) Renforcer la visibilité du secteur postal auprès des gouvernements africains</p> <p>ii) Faciliter la collaboration et l'interaction entre l'UPAP et les autorités de régulation africaines</p> <p>iii) Renforcer la collaboration entre les États membres et l'UPAP dans le domaine de la régulation postale</p>
		<p>i) Renforcer la collaboration et la coopération entre le PAPU et les organisations régionales et internationales, notamment l'UPU et d'autres unions postales régionales</p>	<p>i) Partager les connaissances et l'expérience dans le domaine de la régulation postale</p> <p>ii) Rechercher des opportunités de co-crédation de solutions en matière de régulation</p>